



Thème 3

L'action collective et les processus multi-acteurs: une voie vers la durabilité ?

Les ressources souterraines sont invisibles, ce qui rend la mesure de sa dégradation difficilement mesurable. Les usagers, et en particulier les usagers agricoles, ne relient pas nécessairement leurs pratiques à la baisse du niveau piézométrique ou à la baisse de qualité. Les institutions gouvernementales ne réagissent pas toujours suffisamment tôt pour réguler l'exploitation de la ressource.

Le caractère individuel et diffus des prélèvements rend le contrôle de son exploitation difficile par les seuls instruments de régulation. En d'autres termes, si un cadre légal solide est nécessaire pour la gestion des ressources souterraines il peut parfois ne pas être suffisant pour « maîtriser l'anarchie ». Plusieurs facteurs sont souvent responsables de la difficulté d'application de la réglementation : le développement rapide des forages, souvent « illicites », rendant difficile leur recensement, sans évoquer leur contrôle ; la difficulté politique de stopper les forages illicites étant donné l'importance de la ressource souterraine pour le niveau de vie des agriculteurs ; la faiblesse des institutions locales dans différents pays ; et les informations scientifiques disponibles souvent limitées sur la dynamique des aquifères et des usages de la ressource souterraine.

Pourtant c'est souvent dans des situations de tensions sur la ressource en eau elle-même ou d'autres facteurs tels que le foncier ou le crédit que les responsables locaux sont en mesure d'initier des actions collectives pour tenter de trouver de nouvelles solutions pour mieux organiser les accès à la nappe par la mise en œuvre d'une gestion collective et d'un dialogue parmi les acteurs. Ces actions collectives sont souvent informelles et évolutives en lien avec les dynamiques des ressources en eau et agricoles.

L'objet de cette session est de discuter les conditions de mise en place d'actions collectives dans différents contextes, et la façon dont le dialogue entre les institutions et les acteurs sur les usages de la nappe peuvent progresser pour améliorer la régulation des ressources souterraines.